

Energie demain ? Il faut que le courant passe

Demain, en Suisse, nous aurons besoin de toujours plus d'énergie. Or son prix augmente, notre propre production inquiète. Il faut donc que le courant passe : pas celui des fake news, celui qui analyse les vraies données chiffrées, qui propose des solutions réalistes et non teintées de vertes idéologies.



par Pierre-André Page
Conseiller national
Châttonnaye (FR)

Parlons faits. Une pénurie d'électricité prolongée est l'un des trois plus grands risques que court notre pays : une pénurie de 30% durant plusieurs mois entraînerait d'importants dommages corporels et d'immenses dégâts économiques et immatériels estimés à plus de 100 milliards de francs. Une analyse signée de l'Office fédéral de la protection de la population. De son côté, le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (EMPA) prévoit que la consommation d'électricité va augmenter de 25% ces prochaines années.

Conséquence : sachant que la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral est inadaptée, surtout en raison de l'augmentation de la population, notre pays doit assurer lui-même l'approvisionnement en électricité de ses citoyens – ce à quoi la conseillère fédérale Doris Leuthard n'avait pas pensé, lorsqu'elle demandait au peuple suisse de sortir du nucléaire...

Quelques pistes...

- Lors d'une récente séance de Commission, j'ai personnellement invité les responsables de nos centrales nu-

cléaires à définir les coûts et les possibilités d'augmenter la durée de vie de ces installations tout en garantissant une sécurité optimale.

- Le rehaussement de nos barrages alpins est devenu indispensable – même si quelques marmottes doivent avoir les pieds mouillés.



La politique énergétique de la Suisse a été marquée par des utopies de gauche qui menacent notre approvisionnement électrique.

- Le chauffage à distance à bois et à copeaux doit être favorisé. L'utilisation de la biomasse et du lisier de bovins cache un grand potentiel énergétique.
- Nos concitoyens sont conscients de ces enjeux : responsables, ils s'en-

gagent déjà à réaliser des économies, à mieux isoler leurs bâtiments avec des matériaux adéquats. Point n'est besoin de taxes ou d'amendes... Aidons-les avec des soutiens ciblés, appropriés à leurs besoins. Voilà le rôle des cantons et des communes.

Je préside la délégation parlementaire Suisse-France : nous avons axé un tout récent voyage à Paris autour du thème de l'énergie et avons eu l'opportunité d'échanger avec des responsables d'EDF (Electricité de France) et d'autres entreprises. EDF est prête à poursuivre toute collaboration sous forme de conventions avec notre pays. La Suisse qui a déjà investi quelque 250 millions de francs dans le développement d'une nouvelle centrale ITER (centrales de fusion électrogènes), qui prévoit de fournir de l'énergie, d'ici 2035, grâce à la fusion nucléaire sans déchets radioactifs de haute activité à vie longue ; un fusion qui ne génère ni dioxyde de carbone ou autre gaz à effet de serre.

Il faut que le courant passe...

Il faut réaliser que l'on ne pourra pas rouler tout électrique ni installer des pompes à chaleur en lieu et place de toutes les installations fossiles.

Il faut rejeter fermement cette incompréhensible discrimination idéologique à l'encontre de sources d'énergie respectant le climat, telle l'énergie nucléaire. Il faut investir dans la production d'électricité à faible teneur en CO2 et non dans des mesures, souvent punitives, de réduction du CO2...